

NOMOSSTUDIUM

Schmidt-König

# Introduction à la langue juridique française

4. Auflage



Nomos

NOMOSSTUDIUM

Dr. Christine Schmidt-König, LL.M.,  
Universität Trier

# Introduction à la langue juridique française

4. Auflage



**Nomos**

**Die Deutsche Nationalbibliothek** verzeichnet diese Publikation in der Deutschen Nationalbibliografie; detaillierte bibliografische Daten sind im Internet über <http://dnb.d-nb.de> abrufbar.

ISBN 978-3-8487-5576-9 (Print)

ISBN 978-3-8452-9754-5 (ePDF)

4. Edition 2020

© Nomos Verlagsgesellschaft, Baden-Baden 2020. Gedruckt in Deutschland.

This work is subject to copyright. All rights are reserved, whether the whole or part of the material is concerned, specifically those of translation, reprinting, re-use of illustrations, broadcasting, reproduction by photocopying machine or similar means, and storage in data banks. Under § 54 of the German Copyright Law where copies are made for other than private use a fee is payable to »Verwertungsgesellschaft Wort«, Munich.

## Avant-propos

Parce qu'un juriste doit savoir jouer avec les mots afin de pouvoir jouer avec les lois, il doit avant tout lui-même *savoir utiliser le bon terme au bon moment*. Cet ouvrage cherche à répondre à ce besoin, sans avoir la prétention de répondre à toutes les questions tant elles sont nombreuses et resteront toujours nombreuses. Il tente ainsi d'aider le lecteur à *se familiariser avec un vocabulaire souvent complexe puisque technique et précis*. Il s'adresse tant aux personnes étrangères découvrant le système français, qu'aux jeunes juristes français ou à toute personne confrontée à la langue juridique française.

On ne saurait simplement étudier une langue étrangère en apprenant chaque jour une page du dictionnaire, on préférera à cette méthode sans aucun doute un séjour dans le pays. Cette remarque vaut tout aussi bien pour la langue juridique pour laquelle de simples listes de termes même expliqués ne seraient suffire. Afin de découvrir comment cette langue vit et est utilisée, nous nous pencherons sur le *contexte*, la matière juridique elle-même, afin de procéder à des *remarques linguistiques et exercices d'application*.

Cet ouvrage aborde l'ensemble des thèmes juridiques de base avec des notions introductives et méthodologiques, des notions de droit constitutionnel, de droit pénal et procédure pénale, de droit civil et procédure civile, de droit des affaires, ainsi que de droit social. Il peut ainsi également être considéré comme une introduction au droit français avec de nombreuses remarques de langue juridique. Cette quatrième édition s'est concentrée sur l'actualisation des connaissances prenant en compte le droit en vigueur au *1er juin 2019* (des remarques seront bien entendues effectuées sur les réformes promulguées à cette date mais non encore entrées en vigueur).

La démarche suivie dans l'ensemble des chapitres est similaire, soit:

- **Section A. Leçon:** une présentation du thème sous forme de fiche synthétique avec de nombreux schémas;
- **Section B. Pour aller plus loin:** un approfondissement de certains points techniques, ainsi que l'indication de sites internet officiels pour compléter les thèmes de la leçon;
- **Section C. Vocabulaire et expressions:** un approfondissement linguistique sur certains termes avec leurs synonymes, faux-amis ou expressions juridiques dans lesquelles ils sont employés;
- **Section D. Exercices:** des exercices de vocabulaire, mais surtout des études de textes de loi, de décisions, des cas pratiques;
- **Section E. Corrigé:** une proposition de corrigé de tous les exercices avec d'éventuels commentaires;
- **Section F. Récapitulatif:** la liste du vocabulaire (avec le genre des termes) acquis dans le chapitre.



# Sommaire

Liste des abréviations	31
TITRE 1: NOTIONS INTRODUCTIVES ET MÉTHODOLOGIQUES	33
<b>Chapitre 1: Les domaines et les sources du droit</b>	33
<b>Chapitre 2: La justice française</b>	46
<b>Chapitre 3: La jurisprudence</b>	63
<b>Chapitre 4: Les acteurs de la vie juridique</b>	86
TITRE 2: NOTIONS DE DROIT CONSTITUTIONNEL	97
<b>Chapitre 5: Le Président de la République</b>	97
<b>Chapitre 6: Le Gouvernement</b>	107
<b>Chapitre 7: Le Parlement</b>	118
TITRE 3: NOTIONS DE DROIT PÉNAL ET DE PROCÉDURE PÉNALE	133
<b>Chapitre 8: Les infractions et les sanctions pénales</b>	133
<b>Chapitre 9: Les parties au procès pénal</b>	148
TITRE 4: NOTIONS DE DROIT CIVIL ET DE PROCÉDURE CIVILE	163
<b>Chapitre 10: Les parties au procès civil</b>	163
<b>Chapitre 11: La procédure civile</b>	175
<b>Chapitre 12: Les droits extrapatrimoniaux</b>	189
<b>Chapitre 13: Les droits patrimoniaux</b>	204
<b>Chapitre 14: Les biens</b>	219
TITRE 5: NOTIONS DE DROIT DES AFFAIRES	229
<b>Chapitre 15: Le commerçant individuel</b>	229
<b>Chapitre 16: Les sociétés commerciales</b>	244

## Sommaire

---

TITRE 6: NOTIONS DE DROIT SOCIAL	257
<b>Chapitre 17: Le contrat de travail</b>	257
<b>Chapitre 18: La représentation du personnel</b>	276
<b>Index alphabétique</b>	287

# Table des matières

Liste des schémas	29
Liste des abréviations	31

## TITRE 1: NOTIONS INTRODUCTIVES ET MÉTHODOLOGIQUES

---

<b>Chapitre 1: Les domaines et les sources du droit</b>	33
<b>Section A. Leçon</b>	33
I. La notion de droit	33
II. Les branches du droit	33
A. Le droit international	33
B. Le droit national	34
1. Le droit public	34
2. Le droit privé	35
a. Le droit civil	35
b. Le droit des affaires	35
c. Le droit social	36
C. Schéma récapitulatif	37
III. Les sources du droit français	38
A. Classifications	38
1. Les sources internationales et nationales	38
a. Les sources internationales	38
b. Les sources nationales	38
2. Les sources directes et indirectes du droit	38
3. Les sources écrites et non écrites du droit	38
B. La hiérarchie des sources nationales du droit	39
C. La publication et la citation des sources écrites	39
1. La citation d'un article	39
2. Le Journal officiel	39
3. Les codes	40
a. Contenu	40
b. Citation	40
<b>Section B. Pour aller plus loin</b>	41
I. Les caractères principaux du droit objectif	41
II. Le style législatif	41
A. Les expressions marquant la généralité	41
B. Les verbes	42
III. Sites internet	42
<b>Section C. Vocabulaire/Expressions</b>	42
I. Droit positif/droit commun	42
II. Ne pas confondre	43
III. Expressions	43

## Table des matières

---

<b>Section D. Exercices</b>	43
I. Les branches du droit/Terminologie	43
II. Les sources du droit/Terminologie	44
<b>Section E. Corrigé</b>	44
I. Les branches du droit	44
II. Les sources du droit	44
<b>Section F. Récapitulatif</b>	45
<b>Chapitre 2: La justice française</b>	46
<b>Section A. Leçon</b>	46
I. Les principes directeurs	46
A. Le principe de séparation de l'ordre administratif et de l'ordre judiciaire	46
B. Quelques autres principes	46
II. L'ordre administratif	47
A. Le Conseil d'État	47
B. Les cours et tribunaux	47
III. L'ordre judiciaire	48
A. Les juridictions civiles	48
B. Les juridictions répressives (ou pénales)	49
<b>Section B. Pour aller plus loin</b>	50
I. Principes de base	50
II. Les juridictions civiles	50
III. Sites internet	52
<b>Section C. Vocabulaire/Expressions</b>	52
I. La justice	52
A. La terme justice	52
B. La notion de juridiction	52
1. L'ordre de juridiction	52
2. Les différents types de juridiction	53
C. La notion de décision	53
D. La Cour suprême	54
II. La compétence des juridictions	54
A. Compétence d'attribution	54
B. Compétence territoriale	54
C. La compétence en premier et dernier ressort	55
1. Les décisions	55
2. La compétence des juridictions	55
<b>Section D. Exercices</b>	56
I. Compétence des juridictions/Cas pratique	56
II. Compétence des juridictions/Étude de textes de loi	56
<b>Section E. Corrigé</b>	60
I. Compétence des juridictions/Cas pratique	60
II. Compétence des juridictions/Étude de textes de loi	61

<b>Section F. Récapitulatif</b>	61
<b>Chapitre 3: La jurisprudence</b>	63
<b>Section A. Leçon</b>	63
I. Les décisions de l'ordre judiciaire	63
A. Le mécanisme du pourvoi en cassation	63
1. Les voies de recours	63
a. L'appel	63
b. Le pourvoi en cassation	63
2. L'ensemble de la procédure possible	65
B. Les décisions de la Cour de cassation	65
1. Style des arrêts de la Cour de cassation	66
2. Composition d'un arrêt de la Cour de cassation	66
a. Les différentes parties d'un arrêt	66
b. Les motifs	66
c. Le dispositif	68
3. Lecture guidée d'un « ancien » arrêt de rejet	68
4. Lecture d'extraits d'un arrêt de cassation « nouveau style »	70
II. Les décisions de droit public	71
A. Les décisions du Conseil d'État	71
1. Composition d'un arrêt du Conseil d'État	72
2. Lecture guidée d'un « ancien » arrêt du Conseil d'État	72
B. Les décisions du Conseil constitutionnel	75
1. Composition d'une décision du Conseil constitutionnel	75
2. Exemple d'une décision	76
<b>Section B. Pour aller plus loin</b>	76
I. Les abréviations utilisées pour désigner les décisions	76
A. Les décisions rendues par les juridictions de l'ordre judiciaire	77
1. Arrêts de la Cour de cassation	77
2. Arrêts des cours d'appel	77
3. Décisions des juridictions de première instance	78
B. Les décisions rendues par les juridictions de l'ordre administratif	78
II. Sites internet	78
<b>Section C. Vocabulaire/Expressions</b>	79
I. La notion de jurisprudence	79
A. La/une jurisprudence	79
B. Expressions	79
II. Les décisions d'espèce et de principe	79
III. La notion d'autorité de chose jugée	80
A. Les voies de recours suspensives d'exécution	80
B. L'autorité de chose jugée	80
<b>Section D. Exercices</b>	80
I. La Cour de cassation/Étude d'une décision de justice	80
II. Le Conseil d'État/Étude d'une décision de justice	82

## Table des matières

---

<b>Section E. Corrigé</b>	83
I. La Cour de cassation	83
II. Le Conseil d'État	84
<b>Section F. Récapitulatif</b>	85
<b>Chapitre 4: Les acteurs de la vie juridique</b>	86
<b>Section A. Leçon</b>	86
I. La formation des juristes	86
A. La formation universitaire	86
B. La formation professionnelle	86
II. Les magistrats	87
A. Les magistrats de l'ordre judiciaire	87
1. Distinction entre les magistrats du siège et les magistrats du ministère public	87
2. La formation des magistrats	88
3. Le statut des magistrats	88
B. Les magistrats de l'ordre administratif	88
III. Les avocats	89
A. La profession d'avocat	89
B. L'exercice de la profession d'avocat	89
<b>Section B. Pour aller plus loin</b>	90
I. L'organisation du ministère public	90
A. Les représentants du ministère public	90
B. Le principe de l'indivisibilité	90
C. Limite à la subordination hiérarchique	90
II. Les officiers ministériels	91
A. La notion d'officier ministériel	91
B. Les différents officiers ministériels	91
III. Sites internet	92
<b>Section C. Vocabulaire/Expressions</b>	92
I. Vocabulaire	92
A. L'examen et le concours	92
B. Le siège	92
II. Expressions autour du terme avocat	92
<b>Section D. Exercices</b>	93
I. La féminisation des titres/Terminologie	93
II. Les magistrats/Étude de textes de loi	94
<b>Section E. Corrigé</b>	94
I. La féminisation des titres	94
II. Les magistrats	95
<b>Section F. Récapitulatif</b>	95

<b>Chapitre 5: Le Président de la République</b>	97
<b>Section A. Leçon</b>	97
I. Le mandat présidentiel	97
A. La durée du mandat présidentiel	97
1. Définition du terme mandat	97
2. Durée du mandat présidentiel	97
B. Les élections présidentielles	98
II. Les fonctions présidentielles	98
A. Principes	98
1. Les fonctions présidentielles en général	98
2. La notion de contreseing	98
B. Fonctions spécifiques du Président de la République	98
1. Le référendum de l'article 11 de la Constitution	99
a. La notion de référendum	99
b. L'article 11 de la Constitution	99
2. La dissolution de l'Assemblée nationale (art. 12)	99
<b>Section B. Pour aller plus loin</b>	100
I. La révision de la Constitution	100
A. Article 89	100
B. Étude	100
1. L'initiative de la révision	100
2. L'adoption de la révision	100
3. L'approbation de la révision	101
II. Sites internet	101
<b>Section C. Vocabulaire/Expressions</b>	101
I. Les élections	101
A. Une élection et un vote	101
B. Expressions	102
II. Le scrutin et le suffrage	102
A. Ne pas confondre	102
B. Le suffrage	103
C. Les modes de scrutin	103
1. Le scrutin majoritaire	103
2. Le scrutin proportionnel	103
<b>Section D. Exercices</b>	104
I. La souveraineté nationale/Étude de textes de loi	104
II. Les élections présidentielles/Étude de textes de loi	104
<b>Section E. Corrigé</b>	104
I. La souveraineté nationale	104
II. Les élections présidentielles	105
<b>Section F. Récapitulatif</b>	106

<b>Chapitre 6: Le Gouvernement</b>	107
<b>Section A. Leçon</b>	107
I. La nomination et la révocation des membres du Gouvernement	107
A. La nomination du Premier ministre	107
B. La nomination des ministres	107
C. Le pouvoir de révocation du Président de la République	107
II. L'organisation du Gouvernement	108
A. La composition du Gouvernement	108
B. Le Conseil des ministres	108
<b>Section B. Pour aller plus loin</b>	109
I. La responsabilité politique du Gouvernement	109
A. La motion de censure	109
1. La procédure d'adoption	109
2. Les conséquences de la motion	110
B. La question de confiance à propos d'un texte (art. 49, al. 3)	110
C. L'approbation d'une déclaration de politique générale	110
1. La question de confiance posée à l'Assemblée nationale	110
2. La question posée au Sénat	111
II. Sites internet	111
<b>Section C. Vocabulaire/Expressions</b>	111
I. Le pouvoir réglementaire	111
A. Les règlements autonomes	112
B. Les règlements d'application des lois	112
C. Les décrets et arrêtés	112
1. Les décrets et arrêtés à caractère réglementaire	112
2. Les décrets et arrêtés à portée individuelle (à ne pas confondre)	112
II. Les ordonnances	113
<b>Section D. Exercices</b>	114
I. Les pouvoirs du Président/Étude de textes de loi	114
II. Les pouvoirs du Premier ministre/Cas pratique	114
<b>Section E. Corrigé</b>	115
I. Les pouvoirs du Président	115
II. Les pouvoirs du Premier ministre	116
<b>Section F. Récapitulatif</b>	116
<b>Chapitre 7: Le Parlement</b>	118
<b>Section A. Leçon</b>	118
I. Le Parlement	118
A. Composition	118
1. L'Assemblée nationale	118
2. Le Sénat	118
B. Le fonctionnement du Parlement	119

## Table des matières

---

II. La procédure législative	119
A. Le dépôt du texte	119
1. L'initiative d'un texte	119
2. L'examen par une commission	119
B. La discussion devant les deux assemblées	120
1. La fixation de l'ordre du jour	120
2. Les amendements	120
3. La navette parlementaire	120
4. La commission mixte paritaire	120
5. Le dernier mot de l'Assemblée nationale	120
6. Le rôle du Gouvernement	121
C. La promulgation	121
<b>Section B. Pour aller plus loin</b>	123
I. Le contrôle de constitutionnalité des lois	123
A. Les deux types de contrôle des lois a priori	123
B. La question prioritaire de constitutionnalité	123
II. Sites internet	124
<b>Section C. Vocabulaire/Expressions</b>	125
I. Les deux types classiques de loi	125
II. Les lois particulières	125
III. Expressions	126
<b>Section D. Exercices</b>	126
I. Le Conseil constitutionnel/Étude d'une décision de justice	126
II. Le traité établissant une Constitution pour l'Europe/Cas pratique	128
<b>Section E. Corrigé</b>	129
I. Le Conseil constitutionnel	129
II. Le traité établissant une Constitution pour l'Europe	130
<b>Section F. Récapitulatif</b>	132

---

## TITRE 3: NOTIONS DE DROIT PÉNAL ET DE PROCÉDURE PÉNALE

---

<b>Chapitre 8: Les infractions et les sanctions pénales</b>	133
<b>Section A. Leçon</b>	133
I. La classification des infractions	133
A. Définitions	133
B. Les peines	134
1. L'amende	135
2. Les peines de prison	135
3. Quelques autres exemples	136
C. Récapitulatif	136
II. Les éléments composants l'infraction	137
A. L'élément légal	137

## Table des matières

---

B. Les autres éléments	137
1. L'élément matériel	137
2. L'élément moral	137
3. L'élément injuste	137
<b>Section B. Pour aller plus loin</b>	<b>138</b>
I. Le régime des peines	138
A. Le concours d'infractions	138
B. La période de sûreté	138
II. L'application de la peine	139
A. Le sursis	139
B. Le placement sous surveillance électronique	139
III. Sites internet	139
<b>Section C. Vocabulaire/Expressions</b>	<b>140</b>
I. L'homicide	140
A. L'homicide involontaire	140
B. L'homicide volontaire	140
C. Ne pas confondre	140
II. Quelques circonstances aggravantes	141
A. La bande organisée	141
B. L'effraction	141
III. La détention et la réclusion	141
A. Utilisation des termes sans adjectif	142
B. Utilisation des termes avec adjectif	142
C. Les détenus	142
<b>Section D. Exercices</b>	<b>143</b>
I. Les peines contraventionnelles complémentaires/Cas pratique	143
II. L'homicide volontaire/Cas pratique	144
<b>Section E. Corrigé</b>	<b>145</b>
I. Les peines contraventionnelles complémentaires	145
II. L'homicide volontaire	145
<b>Section F. Récapitulatif</b>	<b>146</b>
<b>Chapitre 9: Les parties au procès pénal</b>	<b>148</b>
<b>Section A. Leçon</b>	<b>148</b>
I. La poursuite pénale (qui agit?)	148
A. Le ministère public	148
1. Fonctions	148
2. L'action publique	148
B. La partie civile	149
1. La plainte	149
2. La constitution de partie civile	149
II. La procédure pénale	149
A. La procédure avec instruction	149
1. Le rôle de l'instruction	149

## Table des matières

---

2. Les juridictions compétentes	150
B. La procédure sans instruction	150
1. La citation directe	150
2. La comparution immédiate	150
III. La défense en droit pénal (contre qui?)	151
A. L'auteur principal	151
B. La complicité	152
<b>Section B. Pour aller plus loin</b>	<b>153</b>
I. Le procès pénal	153
A. Les juridictions compétentes	153
B. Les décisions	153
II. Les particularités de la cour d'assises	153
A. Composition de la cour d'assises	154
B. La cour d'assises jugeant en appel	154
III. Sites internet	154
<b>Section C. Vocabulaire/Expressions</b>	<b>154</b>
I. La notion de préjudice	154
A. Préjudice et dommage	154
B. Les différents types de préjudices	155
II. Ne pas confondre	155
III. Expressions	156
A. La plainte	156
B. La constitution de partie civile	156
<b>Section D. Exercices</b>	<b>156</b>
I. La procédure pénale/Étude de décision de justice	156
II. Le vol et l'escroquerie/Cas pratique	157
<b>Section E. Corrigé</b>	<b>159</b>
I. La procédure pénale	159
II. Le vol et l'escroquerie	160
<b>Section F. Récapitulatif</b>	<b>161</b>

---

## TITRE 4: NOTIONS DE DROIT CIVIL ET DE PROCÉDURE CIVILE

---

<b>Chapitre 10: Les parties au procès civil</b>	<b>163</b>
<b>Section A. Leçon</b>	<b>163</b>
I. La notion de demandeur et de défendeur	163
II. Les prétentions des différentes parties	163
A. Les prétentions du demandeur et du défendeur	163
B. Les prétentions des tiers	164
1. L'intervention volontaire	164
2. L'intervention forcée (ou mise en cause)	165
3. Schéma récapitulatif	165

<b>Section B. Pour aller plus loin</b>	166
I. L'action en justice	166
A. L'intérêt pour agir	166
B. La qualité pour agir	166
C. La capacité d'ester en justice	166
II. La contradiction	167
A. Le principe de la contradiction	167
B. Les différents types de décision	167
III. Sites internet	168
<b>Section C. Vocabulaire/Expressions</b>	168
I. Les parties au procès	168
A. La partie	168
B. Expressions	168
1. Synonymes	168
2. Le plaideur	168
3. Les consorts	169
II. Le demandeur	169
A. Le demandeur	169
B. Le requérant	169
1. La requête	169
2. Ne pas confondre	170
III. Le défendeur	170
1. Le défendeur	170
2. Ne pas confondre	170
<b>Section D. Exercices</b>	170
I. Les contrats/Terminologie	170
II. Les parties au procès/Étude d'une décision de justice	171
<b>Section E. Corrigé</b>	172
I. Les contrats	172
II. Les parties au procès	172
<b>Section F. Récapitulatif</b>	173
<b>Chapitre 11: La procédure civile</b>	175
<b>Section A. Leçon</b>	175
I. Introduction de l'instance	175
A. Assignation par acte d'huissier	175
B. Constitution d'avocat par le défendeur	175
II. La saisine du tribunal	176
III. La fixation de l'affaire	176
IV. L'instruction	176
A. Le rôle des parties	176
B. Le rôle du juge de la mise en état	177
V. L'audience	177
VI. Schémas récapitulatifs	178

<b>Section B. Pour aller plus loin</b>	178
I. Le référé	178
II. Les frais de procédure	179
A. Extraits du Code de procédure civile	179
B. La notion de dépens	179
1. Les dépens	179
a. Les frais d’avocat	180
b. Quelques autres frais	180
2. L’article 700 C. proc. civ.	180
III. Sites internet	180
<b>Section C. Vocabulaire/Expressions</b>	181
I. Les moyens d’information des parties	181
A. La citation	181
B. La notification	181
II. Les causes d’inefficacité	182
A. La nullité	182
1. Définition	182
2. Classifications	182
B. Distinction avec d’autres causes d’inefficacité	182
C. Tableau récapitulatif	183
<b>Section D. Exercices</b>	184
I. Les conclusions d’appel/Étude de textes de loi	184
II. L’assignation/Cas pratique	185
<b>Section E. Corrigé</b>	186
I. Les conclusions d’appel	186
II. L’assignation	187
<b>Section F. Récapitulatif</b>	188
<b>Chapitre 12: Les droits extrapatrimoniaux</b>	189
<b>Section A. Leçon</b>	189
I. Les différents droits extrapatrimoniaux	189
A. Les droits de la personnalité	189
B. Les droits familiaux	189
C. Le droit moral de l’auteur	189
II. Les droits de la personnalité	190
A. Droit à l’intégrité physique	190
1. Atteintes portées par des tiers	190
2. Atteintes portées par l’intéressé lui-même	190
B. Droit à l’intégrité morale	190
1. Les droits au respect de la personne	190
a. Droit au nom	190
b. Droit à l’image	191
c. Droit à l’honneur	191
2. Les droits au secret	191
3. Les libertés civiles	191

III. Les caractères des droits extrapatrimoniaux	192
<b>Section B. Pour aller plus loin</b>	193
I. Existence de la personnalité juridique	193
A. La naissance de la personnalité	193
B. La fin de la personnalité	193
II. Identification de la personne physique	194
A. Le nom de famille	194
1. Définition	194
2. L'attribution du nom de famille	194
a. Par la filiation	194
b. Par le mariage	195
B. Le prénom	195
C. Le domicile	195
D. La nationalité	195
E. L'état civil	195
III. Sites internet	196
<b>Section C. Vocabulaire/Expressions</b>	196
I. La notion de personne	196
A. Distinction personne physique et personne morale	196
B. Autres expressions	196
C. Les différentes personnes morales	197
1. Les personnes morales de droit public	197
2. Les personnes morales de droit privé	197
3. Les personnes morales de droit mixte	197
II. Les notions de personnalité juridique et de capacité juridique	197
A. La personnalité juridique	197
1. Autour du terme personnalité juridique	197
2. Autres expressions	198
B. La capacité juridique	198
1. Distinction personnalité juridique et capacité juridique	198
2. Expressions autour du terme capacité	198
<b>Section D. Exercices</b>	199
I. Le droit au respect de la vie privée/Étude d'une décision de justice	199
II. Le droit à l'image/Étude d'une décision de justice	200
<b>Section E. Corrigé</b>	201
I. Le droit au respect de la vie privée	201
II. Le droit à l'image	201
<b>Section F. Récapitulatif</b>	202
<b>Chapitre 13: Les droits patrimoniaux</b>	204
<b>Section A. Leçon</b>	204
I. La notion de patrimoine	204
A. Définition	204

## Table des matières

---

B. Caractères du patrimoine	204
1. Unique	204
2. Incessible	205
3. Transmissible à cause de mort	205
II. Contenu du patrimoine	205
A. Les droits réels	205
1. Les différents droits réels	205
a. Les droits réels principaux	205
b. Les droits réels accessoires	206
2. Caractères des droits réels	207
B. Les droits personnels	207
1. Les différents droits personnels	207
2. Caractères du droit personnel	208
C. Les droits intellectuels	208
D. Schéma récapitulatif	208
<b>Section B. Pour aller plus loin</b>	209
I. La propriété incorporelle	209
II. La propriété intellectuelle	209
A. La propriété industrielle	210
1. Le brevet d'invention	210
2. Les marques	210
3. Les dessins et modèles	210
B. La propriété littéraire et artistique	210
III. Sites internet	211
<b>Section C. Vocabulaire/Expressions</b>	211
I. La transmission	211
A. Définition	211
B. Classifications	211
II. La cession	212
A. Définition	212
B. Expressions	212
C. Schéma récapitulatif	212
III. La saisie	212
A. Définition	213
B. Expressions	213
C. Ne pas confondre	213
<b>Section D. Exercices</b>	213
I. La propriété/Cas pratique	213
II. Le droit des marques/Étude d'une décision de justice	214
<b>Section E. Corrigé</b>	215
I. La propriété	215
II. Le droit des marques	216
<b>Section F. Récapitulatif</b>	217

<b>Chapitre 14: Les biens</b>	219
<b>Section A. Leçon</b>	219
I. Définition	219
II. La distinction biens meubles et biens immeubles	219
A. Les immeubles	219
1. Les immeubles par nature	219
2. Les immeubles par destination	220
3. Les immeubles par l'objet auquel ils s'appliquent	220
B. Les meubles	220
1. Les meubles corporels	221
a. Les meubles par nature	221
b. Les meubles par anticipation	221
2. Les meubles incorporels	221
C. Schéma récapitulatif	222
<b>Section B. Pour aller plus loin</b>	222
I. Les autres classifications des biens	222
A. La distinction biens corporels – biens incorporels	222
B. Les biens consommables et non consommables	222
C. Les biens fongibles et les corps certains	223
II. L'acquisition de la propriété par contrat	223
A. Le transfert de propriété entre les parties	223
B. L'opposabilité aux tiers	224
1. En cas de bien meuble	224
2. En cas de bien immeuble	224
III. Sites internet	224
<b>Section C. Vocabulaire/Expressions</b>	224
I. Ne pas confondre	224
II. La notion de fruits et de produits	225
<b>Section D. Exercices</b>	225
I. Les classifications des biens/Terminologie	225
II. La disponibilité des biens/Cas pratique	226
<b>Section E. Corrigé</b>	226
I. Les classifications des biens	226
II. La disponibilité des biens	227
<b>Section F. Récapitulatif</b>	228

<b>Chapitre 15: Le commerçant individuel</b>	229
<b>Section A. Leçon</b>	229
I. Les actes de commerce	229
A. Les actes de commerce par nature	229
1. Les actes de commerce isolés	230
a. L'achat pour revendre	230
b. Les opérations sur l'argent et le crédit	230
c. Les opérations d'intermédiaire	231
2. Les actes effectués dans le cadre d'une entreprise	231
3. Récapitulatif	231
B. Les actes de commerce par la forme	231
1. La lettre de change	231
2. Les sociétés commerciales par la forme	232
C. Les actes de commerce par accessoire	232
D. Les actes mixtes	233
II. Les conditions pour être commerçant	233
A. L'accomplissement d'actes de commerce pour son propre compte	233
B. L'exercice à titre de profession habituelle	233
C. Récapitulatif	234
<b>Section B. Pour aller plus loin</b>	234
I. L'immatriculation au registre du commerce et des sociétés (RCS)	234
II. La distinction entre le commerçant et l'artisan	235
A. Définition de l'artisan	235
B. Critères	235
1. Critères légaux	235
2. Critères développés par la jurisprudence	236
C. Distinction commerçant – artisan	236
III. Sites internet	236
<b>Section C. Vocabulaire/Expressions</b>	237
I. Les avantages de la qualification de commerçant	237
A. Le délai de prescription	237
1. Définition de la notion de prescription	237
2. La prescription en matière commerciale	237
3. Expressions	237
B. Les clauses attributives de compétence territoriale	237
C. La clause compromissoire	238
1. La notion d'arbitrage	238
2. Ne pas confondre	238
II. La notion de fonds de commerce	238
III. La notion de présomption	238
<b>Section D. Exercices</b>	239
I. Le commerçant individuel/Cas pratique	239
II. La qualité de commerçant/Étude d'une décision de justice	239

## Table des matières

---

<b>Section E. Corrigé</b>	241
I. Le commerçant individuel	241
II. La qualité de commerçant	242
<b>Section F. Récapitulatif</b>	242
<b>Chapitre 16: Les sociétés commerciales</b>	244
<b>Section A. Leçon</b>	244
I. La notion de société	244
II. Les éléments constitutifs d'une société	244
A. Le contrat de société	244
1. Un acte écrit	244
2. Les conditions de validité de cet acte	244
3. La pluralité d'associés	245
B. Les apports	245
C. La participation aux résultats	246
D. L'affectio societatis	246
III. La personnalité morale de la société	246
A. L'immatriculation au registre du commerce et des sociétés	247
B. Les aspects de la personnalité morale de la société	247
1. Les aspects extrapatrimoniaux	247
2. Le patrimoine de la société	247
<b>Section B. Pour aller plus loin</b>	248
I. La classification des sociétés commerciales	248
II. La SARL et la SA	249
III. Sites internet	249
<b>Section C. Vocabulaire/Expressions</b>	250
I. Ne pas confondre action et obligation	250
II. Association et associé	251
III. L'acte unilatéral	251
A. Définition	251
B. Ne pas confondre	251
<b>Section D. Exercices</b>	252
I. La société de fait/Étude d'une décision de justice	252
II. La SARL/Cas pratique	252
<b>Section E. Corrigé</b>	254
I. La société de fait	254
II. La SARL	254
<b>Section F. Récapitulatif</b>	256

<b>Chapitre 17: Le contrat de travail</b>	257
<b>Section A. Leçon</b>	257
I. Le contrat de travail	257
A. Définition	257
B. Les critères du contrat de travail	257
1. L'activité du salarié	257
2. La rémunération	258
3. Le lien de subordination	258
II. La conclusion du contrat de travail	258
A. Conditions de validité	258
B. La durée du contrat de travail	258
1. Le contrat de travail à durée indéterminée	258
2. Le contrat de travail à durée déterminée	259
a. Les cas de recours	259
b. La durée du contrat à durée déterminée	259
c. La rupture anticipée du contrat à durée déterminée	259
3. Le contrat de travail temporaire	260
C. La période d'essai	260
III. L'exécution du contrat de travail	261
A. Les différentes obligations des parties	261
B. La durée du travail	261
1. Principes	261
2. Le contrat de travail à temps partiel	261
IV. La rupture du contrat de travail	261
A. Le licenciement	262
1. Le licenciement pour motif personnel	262
2. Le licenciement pour motif économique	262
B. La démission	262
C. Les autres modes de rupture	262
D. Les conséquences de la rupture	263
<b>Section B. Pour aller plus loin</b>	263
I. Caractères du contrat de travail	263
A. Les différents caractères	263
1. Un contrat synallagmatique	263
2. Un contrat à titre onéreux	263
3. Un contrat intuitu personae	264
4. Un contrat à exécution successive	264
5. Un contrat d'adhésion	264
B. Distinction avec d'autres contrats	265
II. Sites internet	265
<b>Section C. Vocabulaire/Expressions</b>	265
I. L'emploi, l'employé, l'employeur	265
A. L'emploi	265
B. Le salarié	266

## Table des matières

---

C. L'employeur	266
II. La notion de rémunération	266
A. Le salaire	266
B. Les compléments au salaire	267
III. La notion d'indemnité en droit du travail	267
A. Alternative au salaire	268
B. Dommages et intérêts	268
<b>Section D. Exercices</b>	268
I. Le lien de subordination/Étude d'une décision de justice	268
II. Analyse d'un CDD/Cas pratique	270
<b>Section E. Corrigé</b>	272
I. Le lien de subordination	272
II. Analyse d'un CDD	273
<b>Section F. Récapitulatif</b>	274
<b>Chapitre 18: La représentation du personnel</b>	276
<b>Section A. Leçon</b>	276
I. Le conseil social et économique	276
A. Ses missions	276
1. Pour les entreprises d'au moins 11 salariés et de moins de 50 salariés	276
2. Pour les entreprises d'au moins 50 salariés	277
B. Composition	277
II. Les délégués syndicaux	278
<b>Section B. Pour aller plus loin</b>	278
I. Les syndicats	278
A. Les syndicats de salariés	279
1. Les libertés	279
2. Les missions des syndicats	279
3. L'organisation des syndicats	279
4. Le pluralisme syndical	279
B. Les syndicats patronaux	279
II. Sites internet	280
<b>Section C. Vocabulaire/Expressions</b>	280
I. Les conflits collectifs	280
A. La notion de grève	280
1. Définition	280
2. Expressions	281
B. Le lock-out	281
II. La négociation collective	281
A. Définitions	282
B. Expressions	282
<b>Section D. Exercices</b>	282
I. La grève/Terminologie	282
II. Les conflits collectifs/Étude de décision de justice	283

## Table des matières

---

<b>Section E. Corrigé</b>	284
I. La grève	284
II. Les conflits collectifs	284
<b>Section F. Récapitulatif</b>	285
<b>Index alphabétique</b>	287



## Liste des schémas

Schéma n° 1:	Les divisions du droit	37
Schéma n° 2:	La hiérarchie des sources nationales du droit	39
Schéma n° 3:	Aperçu général de la justice française	46
Schéma n° 4:	Les juridictions administratives	48
Schéma n° 5:	Les juridictions civiles	49
Schéma n° 6:	Les juridictions répressives	50
Schéma n° 7:	Les juridictions civiles	51
Schéma n° 8:	Les notions de juridiction et de décision	53
Schéma n° 9:	Le mécanisme du pourvoi en cassation	65
Schéma n° 10:	La formation universitaire	86
Schéma n° 11:	La notion de magistrat	88
Schéma n° 12:	La composition du ministère public	90
Schéma n° 13:	La notion de règlement	113
Schéma n° 14:	Les décrets	113
Schéma n° 15:	Les arrêtés	113
Schéma n° 16:	La procédure d'adoption d'une loi	122
Schéma n° 17:	Les infractions pénales	136
Schéma n° 18:	La période de sûreté	138
Schéma n° 19:	La notion d'homicide	140
Schéma n° 20:	Les parties au procès pénal	148
Schéma n° 21:	Schéma simplifié de la procédure pénale	151
Schéma n° 22:	La notion de prévenu	152
Schéma n° 23:	Les juridictions compétentes en matière pénale	153
Schéma n° 24:	Les parties au procès civil	163
Schéma n° 25:	Les différentes demandes en justice	164
Schéma n° 26:	Les différents cas d'intervention	165
Schéma n° 27:	Chronologie d'une procédure sans instruction	178
Schéma n° 28:	Chronologie d'une procédure avec instruction	178
Schéma n° 29:	La demande de présentation en justice	181
Schéma n° 30:	L'information de nature procédurale	181

## Liste des schémas

---

Schéma n° 31: Les causes d'inefficacité	183
Schéma n° 32: Les droits extrapatrimoniaux	192
Schéma n° 33: L'attribution du nom de famille par la filiation	194
Schéma n° 34: La notion de personne	196
Schéma n° 35: La personnalité et capacité juridiques	198
Schéma n° 36: Les pouvoirs accordés par le droit de propriété	206
Schéma n° 37: Comparaison entre le gage et l'hypothèque	207
Schéma n° 38: Le droit personnel – rapport entre deux personnes	207
Schéma n° 39: Les droits patrimoniaux	208
Schéma n° 40: La propriété incorporelle	209
Schéma n° 41: La transmission et la cession	212
Schéma n° 42: Les biens	219
Schéma n° 43: La classification des biens meubles et immeubles	222
Schéma n° 44: Les fruits et les produits	225
Schéma n° 45: Les actes de commerce par nature	231
Schéma n° 46: La lettre de change	232
Schéma n° 47: Les conditions pour être commerçant	234
Schéma n° 48: La distinction commerçant – artisan	236
Schéma n° 49: La classification des sociétés commerciales par leur forme	248
Schéma n° 50: La SARL et la SA	249
Schéma n° 51: Les différences entre obligation et action	250
Schéma n° 52: Le contrat de travail	257
Schéma n° 53: Le contrat de travail temporaire	260
Schéma n° 54: Les obligations de l'employeur et du salarié	261
Schéma n° 55: Distinction du contrat de travail avec d'autres contrats	265
Schéma n° 56: La notion de salarié	266

## Liste des abréviations

Il s'agit ici des abréviations employées dans cet ouvrage, ainsi que certaines abréviations utiles notamment pour la citation des décisions de justice et des textes de loi.

1 <sup>re</sup> civ. / 2 <sup>e</sup> civ./ 3 <sup>e</sup> civ.	première/ deuxième/ troisième chambre civile de la Cour de cassation
adj.	adjectif
adm.	administratif
aff.	affaire
al.	alinéa
art.	article
ass.	assises
ass. plén.	assemblée plénière de la Cour de cassation
C. adm.	Code administratif
C. civ.	Code civil
C. com.	Code de commerce
C. const.	Conseil constitutionnel
C. pén.	Code pénal
C. proc. civ.	Code de procédure civile
C. proc. pén.	Code de procédure pénale
C. trav.	Code du travail
c/	contre
CA	cour d'appel
CAA	cour administrative d'appel
CAPA	certificat d'aptitude à la profession d'avocat
Cass./C. cass.	Cour de cassation
CDD	contrat de travail à durée déterminée
CDI	contrat de travail à durée indéterminée
CE	Conseil d'État
cf.	confer (renvoi au sein de l'ouvrage)
CFDT	Confédération française démocratique du travail (syndicat)
CGC	Confédération générale des cadres (syndicat)
CFTC	Confédération française des travailleurs chrétiens (syndicat)
CGT	Confédération générale du travail (syndicat)
ch. com.	chambre commerciale, financière et économique de la Cour de cassation
ch. mixte	chambre mixte de la Cour de cassation
ch. soc.	chambre sociale de la Cour de cassation
CHSCT	comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail
civ.	civil
CMP	commission mixte paritaire
COJ	Code de l'organisation judiciaire
CPI	Code de la propriété intellectuelle
crim.	chambre criminelle de la Cour de cassation
CSE	comité social et économique
CTT	contrat de travail temporaire
D.	décret (partie d'un Code)
DEA	diplôme d'études approfondies
DESS	diplôme d'études supérieures spécialisées
DEUG	diplôme d'études universitaires générales
DOM-TOM	départements et territoires d'outre-mer
ENA	École nationale de l'administration
ENM	École nationale de la magistrature
EPA	établissement public administratif
EPIC	établissement public industriel et commercial
EURL	entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée
ex.	exemple